

forum

erausgin vum
gesellschaftspoliteschen aarbechtsgrupp
an der jugendpor lëtzebuerg

Nr.11 8.1.1977

Depuis le numéro spécial que nous avons consacré à ce pays en automne 1975, bien des choses ont changé au Portugal après la révolution du 25 avril 1974. Nous avons profité du passage à Luxembourg d'un de nos amis portugais, le père Augusto Jardim, pour lui poser quelques questions au sujet de son pays. Augusto Jardim a vécu de très près les événements portugais en tant que secrétaire de la rédaction du journal "Republica". Notons que sous la période d'autogestion du journal, il était un des seuls journalistes "rèadmis" par les travailleurs de "Republica".

forum: En tant que journaliste, et puisque tu vis au Portugal, tu vois certainement de plus près que nous autres ici, très loin des événements, ce qui se vit actuellement au Portugal. Comment juges-tu la situation et ses développements possibles ?

P. Jardim: Si on veut parler de la situation présente on ne peut pas faire abstraction de tout ce qu'on a vécu jusqu'au 25 novembre 1975. Si aujourd'hui il est naïf de parler de révolution - on ne parle plus de révolution au Portugal - il y a beaucoup de choses pourtant qui ont été acquises au cours de la période révolutionnaire et qui ne sont pas du tout perdues, et je crois que beaucoup de monde et le peuple en général a acquis une politisation et une sensibilisation vraiment révolutionnaires dans le bon sens du terme, c'est-à-dire une volonté de changer la société où ils vivent dans une situation de pauvreté, même de misère dans certaines régions. Ce qui a changé ces derniers temps, ce sont

PORTUGAL, an 03

surtout les données politiques et militaires, ce qui fait que l'élan révolutionnaire, qui est toujours dans l'âme du peuple, de larges couches sociales ne peut pas se manifester, ne peut pas trouver une issue organisée qui puisse être une alternative à la recherche d'une société social-démocrate telle que la recherchent aujourd'hui le gouvernement et les forces politiques qui ont le pouvoir. La situation actuelle, du point de vue politique, est une situation d'impasse, elle est instable du fait qu'on se trouve dans une "situation de décalage" entre ce qui est écrit, les mots employés, même ce qui est légiféré, au niveau de la constitution, au niveau du programme du gouvernement pour l'année prochaine, où l'on parle tout court de socialisme, où l'on dit que les travailleurs auront la première place, où l'on dit que ce sont les travailleurs qui doivent être écoutés à propos des lois du travail et non les patrons, que le lock-out est interdit, que la grève est une arme dans les mains des travailleurs etc., mais où d'un autre côté, pour dépasser la crise économique où nous nous trouvons, on fait appel au capitalisme national et international. Et là on se trouve dans une situation contradictoire, parce qu'aucun capitaliste, à

moins qu'il ne soit fou, n'investira dans un pays où les lois, la constitution etc. appuient fortement les travailleurs et rejettent les capitalistes. Cette situation d'impasse est une situation qui, de la part des capitalistes, est une situation d'attente et en même temps d'organisation pour qu'ils puissent vraiment prendre le pouvoir tout court, sans avoir besoin d'un soi-disant socialisme tel que nous l'avons aujourd'hui au Portugal.

Je crois qu'il est trop tôt encore, actuellement, pour ces forces, de faire le pas suivant; le parti socialiste est probablement encore trop important, parce qu'il répond à certaines couches sociales qui ont trouvé en lui un certain refuge parce qu'ils ne voulaient pas du parti communiste et qu'ils ne voulaient pas non plus de la droite: ils ont donc choisi le parti socialiste, ce qui fait que c'est un parti qui "se balance", mais qui est encore important.

Or, le jour où les forces de droite auront vraiment la possibilité de prendre le pouvoir - et je crois qu'on va dans ce sens - on va changer même la constitution et tout ce qu'ils voudront pour créer une ambiance de confiance pour les capitalistes nationaux et étrangers. Actuellement 65% de l'industrie et des services se trouvent nationalisés. Il est évident que les capitalistes ne sont pas prêts à investir dans un pays pareil parce qu'ils se demandent ce qui va arriver le lendemain, si leur entreprise n'y passera pas elle aussi, s'ils ne perdront pas tous leurs investissements etc.

Voilà un peu la situation actuelle au niveau de l'économie. Et les partis politiques réformistes s'accommodent de plus en plus. On a vu, lors du congrès du parti socialiste (à propos du parti communiste je ne suis pas tellement au courant, mais d'après ce qu'on dit la même chose vaut pour lui) que c'est l'heure de l'accommodation, on s'accommode à la nouvelle situation, à un modèle calqué sur l'Europe occidentale, un modèle de néocapitalisme, de technocratie, et on veut que le pays s'en sorte de la crise économique et de l'impasse où il se trouve par l'acceptation d'une certaine réforme qu'il fallait entreprendre de toute façon, sinon même le capitalisme ne pourrait pas se développer, mais de tout façon je crois que ce n'est pas du tout dans le sens des intérêts du peuple. On peut entreprendre un développement économique qui va enrichir de plus en plus les riches et appauvrir de plus en plus les pauvres. On a connu cela à maints endroits et le Portugal sera probablement un champ où on pourra faire une fois de plus cette expérience. Voilà dans les grandes lignes la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Portugal : Un nouvel autoritarisme ?

Le 25 novembre 1975, les commandos du colonel Jaime Neves mettaient fin aux turbulences, aux erreurs, aux tâtonnements, mais aussi aux espoirs de la révolution portugaise. Le Portugal réintégrait le camp du réalisme - et ce retour était consacré, quelques mois plus tard, par l'élection à la présidence de la République d'un jeune général taciturne et à poigne.

Le gouvernement socialiste de M. Mario Soares devait suivre cette ligne et, toujours au nom du réalisme et du nécessaire démarrage économique, mettre « en veilleuse » la volonté de passage à une société socialiste, pourtant inscrite dans la Constitution : les conquêtes de la révolution, tels les Comités de quartier et les Comités d'usine, sont oubliés et la réforme agraire est pratiquement stoppée.

Cette politique « réaliste » a provoqué de violents remous au sein du Parti socialiste, et le récent Congrès a enregistré une très nette opposition à M. Mario Soares, concrétisée par un vote qui avait regroupé 25 % des par-

ticipants au Congrès. M. Soares, appuyé par le Comité national du PS, n'a pas trouvé d'autre moyen de dialogue, avec son aile gauche, que la manière forte : déjà une dizaine de suspensions de hauts dirigeants, pour des motifs qui peuvent paraître curieux : ainsi, par exemple, un responsable a été suspendu pour avoir participé à une discussion sur le terrorisme !

Mais une chose est d'assurer l'homogénéité de son Parti et une autre de gouverner le pays. Il semble bien que M. Soares se soit attiré les critiques de tout le pays : les paysans protestent, soutenus par quelques secteurs ouvriers, contre l'arrêt de la réforme agraire ; les étudiants et leurs professeurs protestent contre de graves atteintes à l'autonomie universitaire et les secteurs de droite murmurent que le gouvernement est d'une inefficacité économique notoire.

Ils murmurent, pas trop fort toutefois, car ils aspirent à s'installer au gouvernement, mais aux côtés du PS qui leur servirait alors de caution. Et M. Soares semble aller dans la ligne de

leur calcul, puisqu'il vient de refuser de rencontrer le PC qui proposait une « rencontre urgente » pour examiner la situation actuelle « dans un moment particulièrement critique de la vie nationale où les forces réactionnaires et de droite menacent de plus en plus la révolution ». M. Soares a répondu qu'il n'envisageait de discussion avec les communistes que dans la mesure où ils sont partisans de l'euro-communisme, ce qui n'est pas le cas du PC portugais.

Privés de leur aile gauche, coupés du PC, les socialistes vont sans doute être obligés de trouver des alliés à droite. D'où de possibles remous jusqu'au sein de l'armée, où de nombreux officiers s'estiment frustrés de la révolution de 1974. D'où l'avertissement du président de la République aux officiers qui « ne voudraient ou ne pourraient pas prendre conscience du caractère rigoureusement non partisan » de l'armée. Est-ce dire que le Portugal est de nouveau entré dans un régime autoritaire ?

Christian RUDEL
in : la Croix, 4/42/76

En ce qui concerne les forces marginalisées, surtout ce qu'on appelle la gauche révolutionnaire - qui est différente de ce qu'on appelle gauchisme ici en Europe du fait qu'elle a vraiment une base ouvrière - là je dirai qu'il y a une grande richesse qui vient des idéologies, des détails et des nuances qu'on trouve dans toutes les idéologies, ce qui fait tout de même que la gauche est très divisée du point de vue organique, mais il y a quand même aussi une avancée, si l'on pense à l'expérience vécue depuis les élections présidentielles, quand ces petits partis se sont mis face à face pour mener des débats politiques à cause des GDUP (= Groupes de dynamisation populaire). Et là, s'il est vrai que par exemple l'UDP (=Union Démocratique Populaire), parce qu'elle est plus forte, plus implantée etc., joue parfois un jeu un peu à l'image des autres grands partis, les autres, plus petits, se mettent d'accord de plus en plus sur certaines choses, ce qui fait que cette mise en commun compense un peu la division. C'est une bonne chose, mais c'est une expérience très, très élémentaire, on ne fait que commencer cet apprentissage, mais je crois qu'il y a là quand même quelque chose de bon.

forum: Nous croyons qu'il y a une inconnue, partiellement connue tout de même, mais qui est à l'ombre pour l'instant: c'est l'armée. Elle s'est retirée pour le moment. Mais est-ce qu'elle a les deux pieds dans les casernes ou est-ce qu'elle a le pied droit prêt pour avancer?

P.Jardim: En bref, on pourrait dire, en ce qui concerne les forces armées, qu'il y a une grande division. D'un côté il y a ceux qui conçoivent les forces armées en marge de toute l'évolution politique, qui pensent toujours que l'armée, c'est la force qui assure l'indépendance du pays, mais qui assure, en cas de besoin, la démocratie, la liberté etc. Et là encore, il y a un très large éventail de tendances, de ceux qui sont pour l'autoritarisme au sein de l'armée, d'autres qui sont plus nuancés, qui veulent la discipline, mais tout de même une certaine participation au sein de l'armée etc. Mais tous ceux sont d'accord pour dire que les forces armées ne sont pas le peuple armé.

Puis, il y a l'autre conception qui pense que les forces armées, de plus en plus, deviennent le peuple armé, pour bâtir le socialisme, pour défendre les conquêtes du peuple. Voilà la grande division, et je pourrais dire que la première faction est plus forte que la seconde et que dans la seconde on trouve quelques officiers qui étaient engagés dans le COPCON pendant un certain temps, même quelques-uns du groupe de Vasco Gonçalves. Mais la plupart se placent du côté de Eanes, de P.Veloso, même si un certain nombre ne se placent pas nécessairement dans le même degré de conception. Mais de toute façon il s'agit là d'une conception traditionnelle de l'armée.

Mais, pour répondre à votre question, je dirai que le rapport des forces joue aujourd'hui en faveur de ceux qui se battent pour une armée disciplinée et au service des institutions démocratiques mises sur pied, parce que vraiment, après le 25 avril 1976, et après les élections présidentielles on a mis sur pied toutes les institutions démocratiques qu'on connaît ailleurs, et ce n'est pas par manque d'institutions démocratiques que le pays ne marche pas. La plupart des officiers se rangent donc du côté de ceux qui conçoivent l'armée comme un instrument qui doit assurer le bon fonctionnement des institutions. Et je crois que ceux qui sont de l'autre côté ont bien la conscience de la faiblesse de - je ne dirai pas de la volonté de bâtir une société nouvelle ou de se battre contre le capitalisme - mais de la faiblesse à l'intérieur de l'armée. C'est une question de réalisme. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne travaillent pas, qu'ils aient croisé les bras. Otelo de Carvalho p.ex. est une personnalité connue, et il est un signe de quelque chose; il y a d'autres militaires qui restent fidèles à leurs convictions et qui, je crois, même si aujourd'hui ils n'ont aucune possibilité de faire se développer les choses, restent fidèles au peuple, ils ont pris un engagement avec le peuple.

forum: Est-ce que tu peux nous dire quelques mots sur la manière dont la grande

presse européenne présentait les événements au Portugal ?

P. Jardim: Je crois que vous êtes d'accord avec moi pour dire que les moyens de communication sociale en Europe se sont chargés de partager les efforts contre-révolutionnaires au Portugal. Parfois, quand on dit ça, les journalistes étrangers se sentent un peu accusés, et ils posent la question: Mais pourquoi dites-vous ça? Je leur raconte alors p.ex. la petite histoire d'une militante qui me disait ce qui est arrivé à Porto, la nuit, à deux heures du matin, où le siège de la FEC (= Front Electoral Communiste) a été incendié. Au moment où le feu commençait à sortir des fenêtres, où les voisins sont venus à la fenêtre pour voir ce qui se passait, avant même que les pompiers n'arrivent, il y avait déjà la télévision allemande et la télévision suédoise sur place pour enregistrer le fait. C'est-à-dire qu'ils savaient d'avance ce qui allait se passer, tout était préparé pour pouvoir dire: Voilà comment les gens ne veulent pas des partis de gauche.

forum: Une autre question qui nous intéresse porte sur le rôle de l'Eglise après le 25 avril - pas seulement de l'Eglise hiérarchique, on sait plus ou moins le rôle qu'elle a joué - mais, disons, ce que le 25 avril a pu permettre comme développement supplémentaire d'une certaine conscientisation des chrétiens vis-à-vis de ce qui se passait dans leur pays et d'une autre option de société.

P. Jardim: Je crois que les grands partis ont dès le début compris l'importance de l'Eglise et la force de l'Eglise dans le pays. Mais ils ont compris dans une perspective qui était contraire aux intérêts du peuple. S'ils avaient compris

Portugal : L'évolution de l'Eglise

L'Eglise catholique est la seule institution portugaise à n'avoir pas changé depuis deux ans, a déclaré, à Paris, le P. Jardim, prêtre portugais, membre du groupe des chrétiens en recherche permanente (CERP), ancien aumônier international du MMTC (Mouvement mondial des travailleurs chrétiens).

Dans sa conférence de presse, tenue mardi à l'invitation de la Commission française « Justice et Paix », le P. Jardim a souligné qu'« en théorie l'Eglise (portugaise) est favorable au pluralisme politique, mais dans la pratique elle lui trouve des limites : dès qu'on parle des partis de gauche, c'est fini. »

Alors qu'on assiste à « l'exode des chrétiens progressistes vers la politique ou le syndicalisme, les efforts pour organiser leur action en tant que chrétiens depuis 1974 ont manqué d'imagination pastorale », a estimé le P. Jardim.

Le prêtre portugais a cependant exprimé l'espoir d'un épis-

copat « plus libéral au Portugal ». Il s'est notamment félicité des dernières nominations des évêques à Coimbra et à Setúbal et d'un évêque auxiliaire à Lisbonne qui, d'après lui, se sont « montrés ouverts au dialogue et attentifs aux appels du monde ouvrier ».

Le groupe CERP, groupe pluraliste d'une vingtaine de personnes de divers milieux et engagements, s'est constitué à partir de la prise de conscience que l'Eglise officielle ne serait pas capable de suivre l'évolution nécessaire, à cause de son passé au temps de Salazar et Caetano. Depuis quelques mois, le CERP a pris en charge les problèmes de la justice et de la paix en liaison avec les Commissions européennes « Justice et Paix ».

in: la Croix, 11-12/11/1976

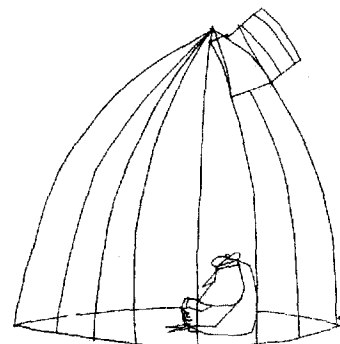
que l'Eglise n'était pas seulement la hiérarchie, l'Eglise telle qu'elle se vit dans les régions les plus traditionnalistes, les curés qui ont chaque dimanche la chaire pour faire un meeting etc., s'ils avaient compris qu'il y avait des chrétiens, des prêtres et des laïcs, qui étaient prêts à se battre pour le peuple et à soutenir la lutte du peuple, je crois que ces partis auraient pris une autre position vis-à-vis de l'Eglise. Oui, il est vrai que l'Eglise a joué un rôle à mon avis extrêmement important dans toute cette évolution, parce que p.ex. "Radio Renaissance" n'était qu'un prétexte dont on profitait pour déclencher une campagne contre le processus révolutionnaire qui était en marche. Et cela est tellement vrai que, même si les manifestations (encouragées implicitement par l'Eglise, la réd.) qui ont donné lieu à des incendies de

sièges de partis etc., se sont arrêtées en juillet 1975, ce n'était que le 25 novembre que la situation a changé, c'est-à-dire que pour l'Eglise, c'était surtout la chute du gouvernement de Vasco Gonçalves qui l'intéressait. Après, elle savait que tout allait, petit à petit, suivre son chemin. Ce n'était plus la gauche révolutionnaire qui allait sauver le pays à ce moment.

Mais ce qui est dommage, c'est qu'à mon avis, les gouvernements qui se sont succédé au cours de l'année et demie de la révolution n'ont même pas connu ce qui était cette "autre" Eglise qui existe au Portugal et qui est minoritaire, mais qui tout de même est bien engagée, bien convaincue du besoin d'être au service du peuple et

des aspirations du monde des travailleurs, soit paysans, soit ouvriers. Là, il faudrait faire beaucoup de nuances, mais de toute façon je crois qu'on pourrait, pour simplifier les choses, dire qu'il y a des chrétiens au niveau du monde ouvrier ou paysan ou du milieu étudiant, au niveau du milieu universitaire et intellectuel des cadres, qui se révèlent vraiment prêts à cette lutte, et qui ont partagé les soucis et aussi les moments difficiles de la révolution.

En tant qu'Eglise, je dirai qu'il y a deux phénomènes: La plupart des chrétiens qui sont engagés dans les partis politiques de la gauche révolutionnaire, même dans l'aile gauche du parti socialiste, quelques-uns, mais pas beaucoup, dans le parti communiste, qui sont engagés dans les syndicats, dans les coopératives etc., la plupart donc sont dispersés, c'est-à-dire qu'en tant que chrétiens ils ne se rassemblent pas. Il n'y a personne pour rassembler ces gens. Et si dans le passé il y avait quand même beaucoup d'espaces où ces chrétiens se retrouvaient pour approfondir leur foi au rythme de leurs engagements, aujourd'hui il est vrai qu'il n'y a presque rien où ils puissent se retrouver parce que ce qui existe, ce sont les anciens trucs de certaines organisations qui ne répondent pas du tout aux besoins des chrétiens engagés d'aujourd'hui.



Mais un autre phénomène, c'est qu'il y a quand même des chrétiens qui ne s'arrêtent pas dans ce sens et qui ont changé de stratégie, si on peut employer le mot, et qui, au lieu de perdre leur temps à contester la hiérarchie, s'organisent entre eux et essaient de créer des organisations à eux qui répondent davantage à la situation actuelle, concrète dans laquelle le pays et l'Eglise se trouvent. C'est pour cela qu'il y a des groupes qui ont appris avec la révolution à ne pas monter de grandes machines pour diffuser après leurs belles théories, mais qui ont appris à mettre en route certains groupes, qui se mettent en contact les uns avec les autres, et c'est au sein de ces groupes que les gens trouvent un certain stimulus, une certaine animation en même temps pour leur foi que pour leur engagement. Ces groupes partagent surtout la conception que l'Eglise n'a pas un rôle à jouer dans l'organisation de la société - c'est au citoyen en tant que tel de le faire - mais que les chrétiens sont là pour animer, par leur foi et par le fait qu'ils croient à la promesse de la fraternité de Jésus Christ, cette volonté révolutionnaire, pour la faire avancer, pour pousser cet élan. C'est un peu la conception qui domine ces groupes.

Un groupe, dont je fais partie est le CERP, ce sont les "Chrétiens en recherche permanente" qui s'occupent surtout des questions de "Justice et Paix", qui publient des documents, des réflexions, qu'ils diffusent, même par la grande presse, - même si aujourd'hui la grande presse n'accepte plus certaines choses - qui est en contact avec les commissions "Justice et Paix" de l'Europe, qui a accepté de l'être, parce qu'au Portugal il n'y a pas de commission officielle qui s'occupait de cela dans l'Eglise portugaise, mais il y a à Porto, dans le centre, en Algarve, de tels groupes, dont la création est récente et qui, d'ailleurs, ne minimisent en rien le travail valable que certaines organisations ou mouvements comme la JEC, la JOC, la LOC développent depuis longtemps. Mais ce sont des choses nouvelles qui se font, un peu exigées par les circonstances et les situations politiques nouvelles que le pays connaît maintenant.

Anmerkung zum Halleluja

Glotzt nicht beim Loben
immer nach oben.
Schaut mal zur Seite.
Dann seht ihr die Pleite.

Thomas Rother

(Aus: Teufelszacken, Schwann-Verlag)